



ᑭᑎᑎᑦ ᑖᑕᑎᑕᑎᑕᑦᑕᑦ ᑖᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᑭᑎᑎᑦ  
Comité consultatif de l'environnement Kativik  
Kativik Environmental Advisory Committee

# 2023-2024

Rapport annuel/Annual Report





ᑭᑎᑎᑦ ᑖᑕᑎᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᑖᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᑭᑎᑎᑕᑕ  
Comité consultatif de l'environnement Kativik  
Kativik Environmental Advisory Committee

Recherche 

Membres Nous joindre FRANÇAIS / ENGLISH / ᑖᑕᑕᑕᑕᑕ

ACCUEIL

À PROPOS

PUBLICATIONS

ÉVALUATION D'IMPACT

NOTRE TRAVAIL



Comité consultatif de l'environnement Kativik  
C. P. 930  
Kuujuaq (QC) J0M 1C0  
Téléphone : 819-964-2961, poste 2287  
Télécopieur : 819-964-0694  
www.keac-ccek.org

Kativik Environmental Advisory Committee  
P.O. Box 930  
Kuujuaq (QC) J0M 1C0  
Telephone: 819-964-2961, ext. 2287  
Fax: 819-964-0694  
www.keac-ccek.org

Révision :  
Expressions boréales (anglais)

Revision:  
Boreal Expressions (English)

Traduction :  
Expressions boréales (français)

Translation:  
Boreal Expressions (French)

Graphisme/production :  
Etsetera Design

Design / Production:  
Etsetera Design

Photo de la couverture :  
© Minnie Grey

Cover photo:  
© Minnie Grey

© 2024 Comité consultatif de l'environnement Kativik

© 2024 Kativik Environmental Advisory Committee

# Table des matières

<b>Liste des sigles</b> .....	2
<b>Mot de la présidence</b> .....	3
<b>Territoire couvert par le régime de protection de l’environnement et du milieu social (chapitre 23 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois)</b> .....	4
<b>Introduction</b> .....	5
<b>Régime de protection de l’environnement et du milieu social</b> .....	5
<b>Réalisations accomplies dans le cadre du Plan d’action 2020-2025</b> .....	6
<b>Résumé des activités réalisées en 2023-2024</b> .....	10
A – Évaluation d’impact au Nunavik.....	10
A.1 – Prise en compte des impacts sociaux.....	10
A.2 – Législation provinciale.....	10
Projet d’omnibus réglementaire du MELCCFP.....	10
Loi sur la qualité de l’environnement.....	10
A.3 – Législation fédérale.....	11
Loi sur l’évaluation d’impact.....	11
A.4 – Autres faits saillants en 2023-2024 :.....	11
B – Gestion des matières résiduelles.....	11
B.1 – Plan d’action pour les sites contaminés fédéraux.....	11
B.2 – Autres faits saillants en 2023-2024 :.....	12
C – Activités d’exploitation et d’exploration minières.....	12
C.1 – Développement harmonieux de l’activité minière et proposition de révision du régime minier et du cadre de l’activité minière, MRNF.....	12
C.2 – Projet de règlement modifiant le Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure.....	13
C.3 – Autres faits saillants en 2023-2024.....	13
D – Conservation et biodiversité.....	14
D.1 – Modifications à la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables, à la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et à la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.....	14
D.2 – Aires protégées d’initiative autochtone.....	14
D.3 – Consultation des communautés autochtones dans le cadre de la réflexion sur l’avenir de la forêt.....	14
D.4 – Plan Nature.....	15
D.5 – Autres faits saillants en 2023-2024.....	15
E – Eau.....	15
E.1 – Règlement sur le domaine hydrique de l’État.....	15
E.2 – Autres faits saillants en 2023-2024.....	15
F – Changements climatiques.....	16
F.1 – Interdiction future de la vente de véhicules à essence neufs au Québec et Stratégie québécoise sur la recharge de véhicules électriques.....	16
F.2 – Autres faits saillants en 2023-2024.....	16
G – Aménagement et occupation du territoire.....	17
G.1 – Plan d’affectation du territoire public pour la région Nord-du-Québec, volet Kativik.....	17
G.2 – Autres faits saillants en 2023-2024.....	17
<b>Conclusion</b> .....	17
<b>Secrétariat</b> .....	18
Réunions.....	18
Composition du CCEK.....	19
Budget de fonctionnement.....	19

## Liste des sigles

<b>AEIC</b> .....	Agence d'évaluation d'impact du Canada
<b>ARK</b> .....	Administration régionale Kativik
<b>ARTIN</b> .....	Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavik
<b>CBJNQ</b> .....	Convention de la Baie-James et du Nord québécois
<b>CCCPP</b> .....	Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage
<b>CCEBJ</b> .....	Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
<b>CCEK</b> .....	Comité consultatif de l'environnement Kativik
<b>CEN</b> .....	Centre d'études nordiques
<b>CNEQ</b> .....	Convention du Nord-Est québécois
<b>CRMNER</b> .....	Commission de la région marine du Nunavik chargée de l'examen des répercussions
<b>ECCC</b> .....	Environnement et Changement climatique Canada
<b>GCC</b> .....	Garde côtière canadienne
<b>MELCCFP</b> .....	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
<b>MPO</b> .....	Ministère des Pêches et des Océans
<b>MRNF</b> .....	Ministère des Ressources naturelles et des Forêts
<b>NNK</b> .....	Nation naskapie de Kawawachikamach
<b>RCAANC</b> .....	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
<b>SIFÉE</b> .....	Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale
<b>SMC</b> .....	Service météorologique du Canada
<b>SPN</b> .....	Société du Plan Nord

## Mot de la présidence

Les membres et moi sommes heureux de présenter le rapport annuel 2023-2024 du Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK). Cette année, le CCEK a continué à tenir des réunions en personne, dont la 177<sup>e</sup> réunion à Tasiujaq et la 179<sup>e</sup> réunion à Kuujuaq. Lors de ces deux réunions, nous avons rencontré des représentants de ces deux communautés et du Nunavik. Les deux autres réunions en personne cette année ont eu lieu dans le sud du Québec. Le CCEK a eu le plaisir d'accueillir des observateurs de la Nation naskapie de Kawawachikamach et de la Société Makivik lors de ses réunions.

De plus, lors de la 176<sup>e</sup> réunion, nous avons rencontré M<sup>me</sup> Marie-Josée Lizotte, administratrice provinciale du chapitre 23 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ), et M. Terry Hubbard, administrateur fédéral du chapitre 23 de la CBJNQ.

Parmi les faits saillants cette année, le CCEK a participé à l'organisation et à la tenue d'un séminaire sur l'harmonisation des évaluations d'impact à Montréal en novembre 2023. Le séminaire a réuni de nombreuses personnes participant à l'évaluation d'impact au Nunavik afin d'examiner les quatre processus d'évaluation environnementale applicables au Nunavik, d'établir des relations et des réseaux et de discuter des raisons et des façons de mieux harmoniser l'évaluation des projets. Il y a eu aussi la publication de l'étude commandée par le CCEK sur la prise en compte des impacts sociaux dans le cadre de ces processus. La documentation connexe est maintenant disponible sur notre site Web.

Le CCEK s'est penché sur d'autres dossiers en 2023-2024, dont les initiatives de conservation et de protection de la biodiversité; la révision de la législation minière, la gestion de l'utilisation des terres dans la région Kativik et le déploiement éventuel d'un réseau de bornes de recharge public pour les véhicules électriques.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les membres et le personnel du CCEK pour leur dévouement, leur travail acharné et leur collaboration dans la réalisation du mandat du CCEK. Je tiens en particulier à remercier deux membres qui nous quittent, soit M<sup>me</sup> Vanessa Chalifour, pour ses nombreuses années d'engagement envers le CCEK à titre de membre nommée par le gouvernement du Québec, et M<sup>me</sup> Caroline Girard, pour son travail au sein du CCEK à titre de membre nommée par le gouvernement du Canada. Je souhaite la bienvenue à M<sup>me</sup> Minnie Grey, nommée par l'Administration régionale Kativik, à Pierre-Yves Gagnon, nommé par le gouvernement du Canada et à Jasmin Bergeron, nommé par le gouvernement du Québec, pour siéger au CCEK. En terminant, j'aimerais souligner l'excellent travail de notre personnel, soit notre secrétaire exécutif, notre analyste en environnement et notre analyste de la législation environnementale.

Le présent rapport annuel décrit les principales réalisations du CCEK en 2023-2024. De plus amples renseignements sur les activités et les publications du CCEK sont disponibles sur le site Web du CCEK : [www.keac-ccek.org](http://www.keac-ccek.org).

## Territoire couvert par le régime de protection de l'environnement et du milieu social (chapitre 23 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois)



## Introduction

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) a pour mandat d'étudier et de surveiller l'application et l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social prévu au chapitre 23 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ). Le CCEK est l'intermédiaire privilégié et officiel des gouvernements du Canada et du Québec, de l'Administration régionale Kativik (ARK) et des villages nordiques en ce qui concerne les politiques et les lois relatives au régime de protection de l'environnement et du milieu social sur le territoire de la CBJNQ situé au nord du 55<sup>e</sup> parallèle. L'un de ses principaux rôles est de surveiller les processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social et, au besoin, de formuler des recommandations en vue d'améliorer leur application. Enfin, le CCEK s'assure que toutes les lois, toutes les politiques et tous les règlements applicables dans la région sont conformes aux dispositions du chapitre 23 de la CBJNQ.

Un autre volet important du mandat du CCEK consiste à conseiller les gouvernements responsables sur des questions touchant les lois, les règlements et d'autres mesures pouvant avoir une incidence sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social établi en vertu du chapitre 23 de la CBJNQ. À l'échelle régionale, le CCEK favorise une bonne compréhension par les résidents et les organismes de la région des processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social applicables et il encourage leur participation aux consultations qui en découlent. En outre, en tant que membre d'un groupe de travail formé en 2020, le CCEK continue d'analyser l'application de la Loi sur l'évaluation d'impact fédérale et son harmonisation avec d'autres régimes d'évaluation d'impact au Nunavik. Des renseignements sur les travaux réalisés dans cet important dossier sont maintenant accessibles dans la section Nouvelles du site Web du CCEK.

Le Plan d'action 2020-2025 comprend les engagements du CCEK de manière à répondre aux enjeux liés à la protection de l'environnement et du milieu social au Nunavik conformément à la CBJNQ. Par l'entremise de son Plan d'action, le CCEK agit sur des questions importantes telles que le développement durable, le maintien de la biodiversité, les changements climatiques et la qualité de vie des résidents du Nunavik. Une liste des réalisations accomplies au cours de l'exercice financier 2023-2024 en lien avec les objectifs du Plan d'action est présentée dans le présent rapport. Il est possible de consulter la version complète du Plan d'action 2020-2025 sur le site Web du CCEK.

Enfin, le CCEK profite de l'occasion pour souligner l'importance de sa collaboration avec les administrateurs provincial et fédéral du chapitre 23 de la CBJNQ. Ces échanges annuels permettent de promouvoir le mandat et les activités du CCEK ainsi que de présenter les enjeux, les intérêts et les préoccupations de la région. Le CCEK aimerait également souligner sa collaboration avec l'ARK à de nombreux dossiers importants concernant la protection de l'environnement au Nunavik. En outre, le CCEK a rencontré en 2023-2024 des représentants de la communauté de Tasiujaq pour discuter de diverses préoccupations environnementales et effectué une visite du Centre de recherche du Nunavik situé à Kuujuaq.

## Régime de protection de l'environnement et du milieu social

Le régime de protection de l'environnement et du milieu social du Nunavik est établi comme suit par le chapitre 23 de la CBJNQ et la Loi sur la qualité de l'environnement et comprend ce qui suit :

- Des lois et des règlements sur l'environnement et le milieu social et des règlements sur l'utilisation des terres qui peuvent être adoptés ou modifiés en tout temps pour encadrer et limiter les répercussions indésirables du développement effectué dans la région ou ayant une incidence sur celle-ci, sur les Inuits, les Naskapis et les Cris et sur les ressources fauniques de la région;
- Des processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social afin de réduire le plus possible les effets indésirables du développement sur les Inuits, les Naskapis et les Cris et sur les ressources fauniques de la région;
- Lorsqu'il est nécessaire, pour protéger les droits et garanties des Inuits, des Naskapis et des Cris établis par la CBJNQ et conformément à ses dispositions et leur donner effet, l'établissement par le truchement de mécanismes de consultation ou de représentation d'un statut particulier aux Inuits, aux Naskapis et aux Cris et aux autres habitants de la région leur assurant une participation plus grande que celle normalement prévue pour le grand public;
- La protection des droits et garanties établis en faveur des Inuits, des Naskapis et des Cris en vertu du chapitre 24 de la CBJNQ et conformément à ses dispositions;
- La protection des Inuits, des Naskapis et des Cris, de leur économie et des ressources fauniques dont ils dépendent;
- Le droit de mener des projets de développement dans la région;
- La protection des droits et des garanties de la Nation naskapie de Kawawachikamach (NNK) définis dans le régime de chasse, de pêche et de trappage conformément à l'alinéa 15.2.1 de la Convention du NordEst québécois (CNEQ).

# Réalisations accomplies dans le cadre du Plan d'action 2020-2025

Au cours de l'exercice financier 2023-2024, le CCEK a continué de travailler à l'atteinte des objectifs de son Plan d'action 2020-2025 et a, dans certains cas, excédé ces objectifs. Le tableau ci-dessous présente un aperçu des réalisations du CCEK.

<b>ORIENTATION 1</b> <i>Le CCEK s'engage à assurer le suivi des questions environnementales et sociales concernant particulièrement les évaluations environnementales, le développement minier, les changements climatiques et la gestion des matières résiduelles et dangereuses au Nunavik. Sans s'y restreindre, il agit au regard de ces questions selon une approche globale, préventive et proactive.</i>		
Objectifs	Actions	Réalisations 2023-2024
1) Favoriser la transparence et l'amélioration des processus d'évaluation environnementale et sociale applicables au Nunavik, soit les processus qui ont trait aux répercussions sur l'environnement et le milieu social du chapitre 23 de la CBJNQ, celui de la Loi sur l'évaluation d'impact et celui de l'ARTIN.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir et soutenir la participation accrue des Inuits et des Naskapis aux processus d'évaluation environnementale et sociale, particulièrement ceux prévus au chapitre 23 de la CBJNQ.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>À la suite d'une présentation faite lors de la 179<sup>e</sup> réunion concernant la décision récente de la Cour suprême du Canada selon laquelle des parties de la Loi sur l'évaluation d'impact seraient inconstitutionnelles, le CCEK réfléchit à des méthodes pour réaliser cette action et d'autres livrables liés à la loi fédérale.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examiner les chevauchements des processus d'évaluation environnementale et sociale applicables au Nunavik et déterminer les solutions permettant d'en atténuer les conséquences négatives pour la population, les promoteurs de projets et les organismes responsables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La question des chevauchements des processus d'évaluation environnementale et sociale a été abordée avec les administrateurs provincial et fédéral du chapitre 23 de la CBJNQ lors des rencontres annuelles qui ont eu lieu avec chacun des administrateurs.</li> <li>Le CCEK a coorganisé un séminaire sur l'harmonisation des évaluations d'impact.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer d'étudier comment les impacts sociaux sont pris en considération dans les processus d'évaluation environnementale et sociale applicables dans la région et présenter les résultats de l'étude aux administrateurs provincial et fédéral du chapitre 23 de la CBJNQ ainsi qu'aux organismes d'examen et aux organismes régionaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Commandé par le CCEK, le rapport de 2023 du SIFÉE contient des recommandations à l'intention des autorités responsables pour faire la promotion de la prise en compte adéquate des impacts sociaux dans le cadre des processus d'évaluation environnementale et sociale applicables au Nunavik.</li> <li>Le rapport complet, le résumé et la présentation ont été finalisés et transmis aux intervenants appropriés. Ils sont également accessibles en ligne.</li> </ul>

<i>Objectifs</i>	<i>Actions</i>	<i>Réalisations 2023-2024</i>
2) Faire en sorte que les droits des Inuits et des Naskapis soient respectés et que la protection de l'environnement et du milieu social soit assurée de façon durable lors de l'examen et de la réalisation de projets de développement dans la région.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rester attentif aux activités de surveillance et de suivi des projets autorisés et des projets qui ont des répercussions sur l'environnement et le milieu social, de manière à pouvoir formuler des recommandations, le cas échéant.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le CCEK a transmis ses commentaires sur un projet d'omnibus réglementaire du MELCCFP et des modifications proposées à la Loi sur la qualité de l'environnement.</li> <li>– Le CCEK a proposé des mesures de surveillance dans les commentaires qu'il a transmis concernant les modifications que le MRNF propose d'apporter à la législation minière.</li> </ul>
3) Soutenir les autorités locales et régionales concernant la gestion des matières résiduelles et dangereuses.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir et promouvoir la réalisation des projets prévus au Plan de gestion des matières résiduelles du Nunavik. Continuer de collaborer avec les autorités locales, provinciales et fédérales en vue d'accroître les ressources financières et le soutien technique pour la réalisation du Plan de gestion des matières résiduelles du Nunavik.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le CCEK a participé aux réunions du Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles au Nunavik ainsi qu'à des réunions d'autres comités pertinents.</li> <li>– Le CCEK a suivi les modifications et l'application des systèmes modernisés de consigne et de collecte sélective au Nunavik.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervenir efficacement auprès des autorités responsables afin d'améliorer le respect des lois et des règlements concernant la gestion des matières résiduelles et dangereuses.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le CCEK a examiné la Stratégie de réduction et de gestion responsable des plastiques au Québec 2024-2029.</li> <li>– Le CCEK a participé activement aux séances de mobilisation sur le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.</li> </ul>

## ORIENTATION 2

Le CCEK considère les régimes prévus à la CBJNQ de manière large et inclusive, ce qui l'amène à traiter avec vigilance les sujets sensibles pour les populations locales, dont l'aménagement et l'occupation du territoire; les parcs et les aires protégées; l'eau potable; le traitement des eaux usées; et la sensibilisation à l'environnement.

Objectifs	Actions	Réalisations 2023-2024
4) Porter une attention soutenue aux principaux enjeux susceptibles d'affecter la qualité de vie au Nunavik, dans les communautés et à l'extérieur de celles-ci, et en favoriser une meilleure prise en compte.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Déterminer les enjeux environnementaux et sociaux dans la région et améliorer la diffusion de l'information à l'égard de ces enjeux auprès des autorités appropriées.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Le CCEK a rencontré des représentants municipaux et de la corporation foncière lors de la 177<sup>e</sup> réunion tenue à Tasiujaq.</li><li>– Des observateurs de la Société Makivvik et de la NNK ont régulièrement assisté aux réunions du CCEK à titre d'observateurs.</li><li>– Le CCEK a formulé des commentaires sur plusieurs propositions de modifications à la législation minière.</li><li>– Le CCEK a formulé des commentaires sur plusieurs lois liées à la conservation.</li><li>– Le CCEK a suivi les enjeux liés à la qualité et aux services d'eau potable dans les communautés du Nunavik.</li><li>– Le CCEK a assisté à plusieurs présentations sur les enjeux de la surveillance des changements climatiques au Nunavik.</li><li>– Le CCEK a formulé des commentaires sur le volet Kativik du Plan d'affectation du territoire public (PATP) pour la région Nord-du-Québec.</li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Souligner les initiatives environnementales locales et encourager les organismes publics et privés ainsi que la population à se soucier de la qualité de l'environnement au Nunavik en diffusant de l'information sur l'environnement et en attirant l'attention sur des projets réalisés dans les communautés.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Le CCEK a publié des articles dans la chronique verte du magazine Tarralik concernant le projet de recyclage de métal 2022-2023 à Kangirsuk (numéro 132) et le projet d'aménagement hydroélectrique Innavik à Inukjuak (numéro 133).</li></ul>

### ORIENTATION 3

*Le CCEK exerce son mandat en privilégiant la collaboration avec divers partenaires externes afin de renforcer son réseau de contacts, d'améliorer sa visibilité et d'accroître son influence.*

Objectifs	Actions	Réalizations 2023-2024
5) Déterminer et consolider les moyens pour mieux faire connaître le CCEK et son mandat auprès des habitants du nord ainsi que des autorités locales, régionales et gouvernementales.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Favoriser la participation du CCEK aux événements portant sur les enjeux environnementaux et sociaux au Nunavik.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Présentation du CCEK et de son mandat lors de réunions régionales et de visites dans les communautés.</li><li>– Le CCEK a participé au forum sur la Stratégie de réduction et de gestion responsable des plastiques au Québec.</li><li>– Le CCEK a participé encore une fois cette année à des événements régionaux tels que le Colloque sur le développement minier au Nunavik.</li><li>– Le CCEK a assisté à plusieurs séances d'information en ligne et à des consultations organisées par des ministères provinciaux et fédéraux.</li></ul>
6) Favoriser les échanges avec les partenaires externes afin de s'assurer qu'ils consultent le CCEK en temps opportun dans le contexte de son mandat.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Améliorer l'identification des partenaires associés aux enjeux prioritaires afin de développer des relations professionnelles et d'étendre le réseau du CCEK.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Le CCEK a rencontré des représentants du CCEBJ, du CCCPP et de la CRMNER à la 178<sup>e</sup> réunion.</li></ul>

**Les réalisations susmentionnées ainsi que d'autres accomplissements du CCEK en 2023-2024 sont présentés plus en détail dans la section suivante.**

# Résumé des activités réalisées en 2023-2024

## A – Évaluation d’impact au Nunavik

### A.1 – Prise en compte des impacts sociaux

En 2017, le CCEK a entrepris une réflexion sur les pratiques en matière d’évaluation des impacts sociaux des projets de développement soumis à l’un des quatre processus d’évaluation environnementale applicables au Nunavik. L’objectif était de réaliser un portrait comparatif de la portée de ces pratiques dans le cadre des divers processus, de cerner les forces et les faiblesses de chaque processus et de formuler des recommandations aux autorités responsables de leur application et de leur mise en œuvre. Pour y parvenir, le CCEK a confié au Secrétariat international francophone pour l’évaluation environnementale (SIFÉE) le mandat d’analyser la manière dont est réalisée l’évaluation des impacts sociaux dans le cadre des quatre processus d’évaluation environnementale applicables au Nunavik. En 2023, les résultats de l’étude ont été publiés sur le site Web du CCEK en trois formats différents : le rapport complet, un résumé du rapport en anglais, en français et en inuktitut ainsi qu’une présentation trilingue. Il est important de noter que les résultats, les recommandations et les analyses présentés dans ces documents sont ceux de l’auteur et ne représentent pas les points de vues ou les recommandations du CCEK. Le CCEK travaille actuellement avec les gouvernements provincial et fédéral à la mise à jour de ces recommandations en fonction de la réglementation en vigueur en 2024 et de manière à mieux refléter les particularités du Nunavik.

### A.2 – Législation provinciale

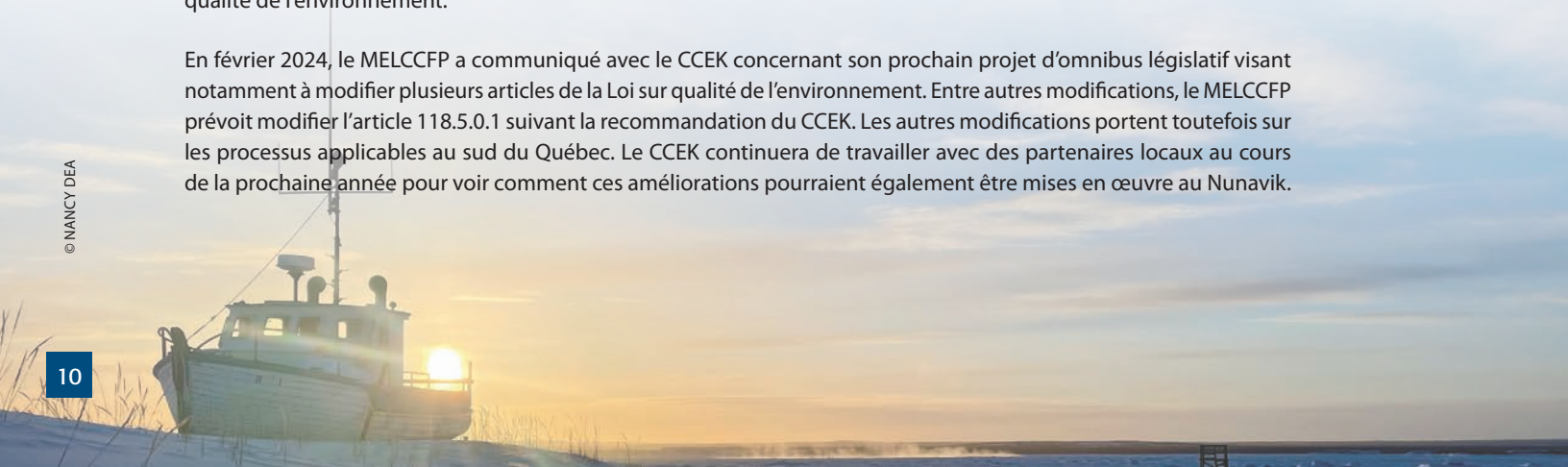
#### Projet d’omnibus réglementaire du MELCCFP

En avril 2023, le CCEK a participé à la révision du deuxième projet d’omnibus réglementaire du ministère de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), lequel vise la modification de 24 règlements différents. Toutefois, la plupart de ces règlements ne s’appliquent pas au territoire couvert par le chapitre 23 de la CBJNQ. De plus, certaines de ces modifications ne visaient qu’à assurer une certaine cohérence entre les règlements. Le CCEK a transmis ses commentaires sur l’omnibus en avril 2023 et les règlements modifiés ont été publiés le 21 juin 2023.

#### Loi sur la qualité de l’environnement

En février 2023, le CCEK a communiqué avec le MELCCFP pour demander que l’article 118.5.0.1 de la Loi sur la qualité de l’environnement soit modifié pour faire en sorte que tous les documents concernant les évaluations environnementales de projets devant être réalisés au Nunavik soient publiés dans le registre public des évaluations environnementales du MELCCFP, comme c’est le cas pour les projets réalisés dans le Québec méridional. Le CCEK maintient sa position à cet effet depuis les consultations tenues en 2018 concernant des modifications devant être apportées à la Loi sur la qualité de l’environnement.

En février 2024, le MELCCFP a communiqué avec le CCEK concernant son prochain projet d’omnibus législatif visant notamment à modifier plusieurs articles de la Loi sur la qualité de l’environnement. Entre autres modifications, le MELCCFP prévoit modifier l’article 118.5.0.1 suivant la recommandation du CCEK. Les autres modifications portent toutefois sur les processus applicables au sud du Québec. Le CCEK continuera de travailler avec des partenaires locaux au cours de la prochaine année pour voir comment ces améliorations pourraient également être mises en œuvre au Nunavik.



## A.3 – Législation fédérale

### Loi sur l'évaluation d'impact

En 2020, des représentants du CCEK, de la Société Makivvik et de la NNK ont formé un groupe de travail pour analyser la Loi sur l'évaluation d'impact et ses effets au Nunavik. La création du groupe de travail a également été l'occasion d'aborder la question de la multiplication des processus d'évaluation d'impact sur l'environnement et le milieu social applicables au Nunavik.

À cet effet, il y a eu des tentatives de simplification des processus d'évaluation d'impact dans l'intérêt des Inuits et des Premières Nations. Le groupe de travail a notamment élaboré un plan d'action de deux ans (2023-2025) afin de tirer des leçons du passé et de continuer à paver la voie vers l'harmonisation. L'un des objectifs du plan d'action était d'organiser un séminaire sur l'harmonisation des processus d'évaluation d'impact lequel visait à mieux faire connaître le cadre et les processus d'évaluation environnementale applicables au Nunavik, d'établir une ligne de communication entre les décideurs et les organismes d'examen et de commencer à élaborer des mécanismes d'harmonisation des processus.

Le séminaire a eu lieu les 8 et 9 novembre 2023 à Montréal et a réuni les organismes d'examen, les administrateurs, les organismes délivrant des permis et des représentants régionaux, incluant les analystes du CCEK.



© CHRISTINE LAMBERT

### A.4 – Autres faits saillants en 2023-2024 :

- Rencontre avec des représentants du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ), du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP) et de la Commission de la région marine du Nunavik chargée de l'examen des répercussions (CRMNER) lors de la 178<sup>e</sup> réunion.
- Discussion avec le MELCCFP concernant le processus d'autorisation provincial et les mécanismes permettant de modifier des certificats d'autorisation lors de la 177<sup>e</sup> réunion.
- Le CCEK a également été consulté au sujet de la réglementation suivante sans formuler de commentaires : réglementation sur les énergies propres et projet de cadre réglementaire visant à réduire les émissions de méthane provenant des lieux d'enfouissement.

## B – Gestion des matières résiduelles

### B.1 – Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux

Après avoir assisté à la séance de mobilisation autochtone sur le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux en mars 2023, le CCEK a transmis ses commentaires en mai 2023. Ses commentaires soulignaient l'importance des communications efficaces avec les communautés qui peuvent avoir des préoccupations à l'égard des sites contaminés fédéraux situés à proximité. Des considérations relatives à la formation, au renforcement des capacités et aux possibilités économiques pendant les phases de réhabilitation faisaient également partie des commentaires. Le CCEK a fourni des renseignements sur trois sites qui préoccupent particulièrement les communautés du Nunavik (île Akaptok, Killiniq et dans la communauté de Kuujuaq) et a souligné que leur réhabilitation était prioritaire et nécessaire.

Le 31 janvier 2024, le CCEK a assisté à une réunion du groupe de discussion sur les connaissances et la science autochtones concernant le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux qui a eu lieu à Winnipeg. La réunion avait pour but d'aider le gouvernement fédéral à déterminer la meilleure façon d'incorporer les connaissances et la science autochtones à la phase 2025-2030 le plan d'action. Une lettre contenant les commentaires du CCEK a été transmise

le 16 février 2024. La lettre souligne que les détenteurs des connaissances peuvent et doivent participer pleinement aux composantes d'évaluation, de réhabilitation, de gestion des risques et de la surveillance à long terme de la mise en œuvre du plan lorsqu'ils sont concernés par les sites (c'est-à-dire prioriser les sites devant être réhabilités; éclairer la planification de la réhabilitation; participer à la surveillance à long terme, etc.), selon la disponibilité de leurs ressources et de leur capacité de gestion.

## **B.2 – Autres faits saillants en 2023-2024 :**

- Le CCEK a examiné la Stratégie de réduction et de gestion responsable des plastiques au Québec 2024-2029 et a assisté à une séance d'information à ce sujet.
- Le CCEK a suivi les modifications et l'application des systèmes modernisés de consigne et de collecte sélective au Nunavik.
- Le CCEK a suivi les progrès du Projet de nettoyage des stations radars de la ligne Mid-Canada.
- Le CCEK a demandé une mise à jour au MELCCFP au sujet des neuf recommandations concernant le traitement et la gestion des résidus ultimes sur les territoires visés par un traité au Québec contenues dans le rapport 2022 du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.
- Le CCEK a assisté à un webinaire sur l'économie circulaire dans les territoires nordiques tenue par Englobe le 23 mai 2023.

## **C – Activités d'exploitation et d'exploration minières**

### **C.1 – Développement harmonieux de l'activité minière et proposition de révision du régime minier et du cadre de l'activité minière, MRNF**

Le 14 avril 2023, le CCEK a assisté à une réunion virtuelle tenue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) pour discuter du développement harmonieux de l'activité minière. Des participants de 40 Premières Nations et communautés inuites étaient également présents. Le CCEK a transmis ses commentaires à ce sujet le 26 mai 2023 lesquels comprennent le court délai accordé aux participants pour soumettre leurs commentaires, la



transparence accrue, la répartition claire des responsabilités, la participation et les avantages pour les communautés du Nunavik qui tiennent compte des objectifs de développement local et durable. De plus, le CCEK reconnaît la nécessité d'une planification intégrée de l'utilisation des terres au Nunavik, de la formation et du renforcement des capacités pour les membres des communautés, de la reconnaissance des valeurs culturelles au sein de partenariats, de meilleures stratégies de consultation, de la viabilité économique, ainsi que de la promotion de l'approvisionnement local, de la surveillance et de l'application des accords sur la protection des terres et la mise en valeur des ressources.

Le 2 novembre 2023, le CCEK a également assisté à une réunion virtuelle organisée par le MRNF à l'intention des organismes et communautés autochtones situés sur le territoire couvert par la CBJNQ et la CNEQ. La réunion avait pour but de présenter les propositions concernant la révision du régime minier provincial et le cadre de l'activité minière au Québec. Dans ses commentaires, le CCEK a souligné la limitation des activités nuisibles, l'accès à l'information, la détermination des activités à impact additionnelles, l'entreposage et le traitement des matières résiduelles et dangereuses sur les sites de claims miniers, la surveillance environnementale et les pouvoirs d'application de la loi des entités régionales. L'utilisation d'évaluations environnementales stratégiques et la prise en considération des impacts cumulatifs dans les processus d'examen ont également été recommandées.



© NANCY DEA

## C.2 – Projet de règlement modifiant le Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure

Le 6 septembre 2023, le gouvernement du Québec a annoncé le projet de règlement modifiant le Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure, lequel découle du projet de loi 102 adopté en avril 2022 qui a notamment modifié la Loi sur les mines. Son objectif était d'améliorer l'acceptabilité sociale des activités d'exploration minière en modifiant le processus de délivrance de permis de manière à y inclure une autorisation pour les projets d'exploration minière susceptibles d'avoir des impacts sur l'environnement.

Après avoir examiné le projet de règlement, le CCEK et l'ARK ont coécrit une lettre en octobre 2023 pour transmettre leurs commentaires. Les deux organismes ont recommandé l'ajout de plusieurs activités à impact potentielles et suggéré d'inclure la construction de routes et de sentiers d'accès; la construction, la rénovation et la réhabilitation de camps sur les claims miniers et les sites de forage; les pistes d'atterrissage; l'aménagement d'infrastructures dans des zones sensibles; et le stockage de déchets dangereux, notamment d'hydrocarbures, sur les sites des camps d'exploration, les pistes d'atterrissage et les chantiers.

Le projet de règlement modifiant le Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure, maintenant appelé Règlement sur les mines a été publié dans la Gazette officielle du Québec le 7 février 2024. Aucune des activités que le CCEK et l'ARK avaient recommandé d'ajouter n'apparaît dans la liste finale. Le CCEK a demandé au MRNF de discuter de ces activités et des prochaines modifications législatives à la 180<sup>e</sup> réunion du CCEK.

## C.3 – Autres faits saillants en 2023-2024

- Le CCEK a suivi le processus d'évaluation d'impact du projet minier de terres rares Strange Lake.
- Le CCEK a rencontré le MELCCFP concernant la demande de modification du certificat d'autorisation du projet minier Nunavik Nickel de Canadian Royalties inc. visant à exploiter le gisement Delta.

## D – Conservation et biodiversité

### D.1 – Modifications à la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables, à la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et à la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune



© ANDRÉ-ANNE GAGNON

En octobre 2023, le CCEK a transmis ses commentaires sur les modifications proposées à la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables, à la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et à la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. En ce qui concerne la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables, le CCEK est favorable à l'inclusion d'activités susceptibles de porter atteinte aux individus d'une espèce menacée ou vulnérable ainsi que d'identifier sur plan des territoires d'occupation. Le CCEK recommande que le pouvoir d'autorisation du ministre devrait se limiter à des activités spécifiques nécessaires pour la sécurité publique ou en cas d'urgence et ne pas ouvrir la porte à des activités visant la destruction d'espèces sensibles et de leurs habitats pour favoriser le développement économique. Il a également mentionné que des processus de consultation adéquats devaient être planifiés.

En ce qui concerne la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, le CCEK appuie les modifications visant à clarifier les activités interdites dans les milieux naturels désignés par un plan et suggère que ces activités soient déterminées en fonction du type de milieu naturel protégé. Le CCEK recommande également que les autorisations délivrées par le ministre devraient en tout temps s'assurer que les milieux sont maintenus dans leur état naturel, plutôt que de prévoir une disposition de compensation par la mise en œuvre d'autres mesures de conservation ou de restauration de tels milieux.

### D.2 – Aires protégées d'initiative autochtone

En novembre 2023, le CCEK a écrit une lettre au MELCCFP concernant ses observations préliminaires sur les aires protégées d'initiative autochtone. Le CCEK a mentionné que la Société Makivvik, l'ARK et la NNK ont toujours participé directement à la création d'aires protégées au Nunavik et doivent à l'avenir faire partie de toute discussion concernant la création d'aires protégées d'initiative autochtone dans la région. Le CCEK a également souligné les problèmes des stratégies de communication actuelles concernant la création d'aires protégées, en raison des nombreux programmes différents en cours. Le 13 décembre 2023, le CCEK a assisté à une présentation du MELCCFP sur les aires protégées d'initiative autochtone proposées lors de sa 178<sup>e</sup> réunion qui a eu lieu à Montréal.

### D.3 – Consultation des communautés autochtones dans le cadre de la réflexion sur l'avenir de la forêt

À la 179<sup>e</sup> réunion, le CCEK a assisté à une présentation du MRNF concernant la réflexion sur l'avenir de la forêt du gouvernement du Québec. Le CCEK prépare actuellement des commentaires dans le cadre du volet autochtone de la consultation, lesquels soulignent les activités traditionnelles et industrielles qui se déroulent dans les zones forestières du Nunavik et la nécessité de protéger les aires les plus fragiles et celles qui revêtent une importance particulière. Ses recommandations portent notamment sur la nécessité pour le MRNF et la SOPFEU de tenir des discussions avec les autorités locales afin de déterminer quelles mesures de protection contre les feux de forêt dans les zones nordiques sont appropriées; d'élaborer un plan de gestion spécifique pour la forêt au nord du 55<sup>e</sup> parallèle qui respectera le principe de conservation, et les dispositions à l'égard de la protection de l'environnement contenues dans le chapitre 23 de la CBJNQ; d'intégrer dans la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier le concept de forêt communautaire dans le cadre duquel la gestion de la forêt répond aux besoins des communautés et non des industries; et de permettre l'accès à une telle forêt à tous les villages nordiques situés dans le domaine bioclimatique de la toundra forestière.

## D.4 – Plan Nature

En décembre 2022, le gouvernement du Québec a annoncé qu'un Plan Nature 2030 serait élaboré pour concrétiser la contribution du Québec aux 4 buts et aux 23 cibles découlant du Cadre mondial sur la biodiversité adopté en 2022 à la Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP15).

En octobre 2023, le CCEK a communiqué avec le MELCCFP pour organiser une consultation publique sur les objectifs préliminaires du Plan Nature. Par la suite, une série de discussions ont eu lieu entre le CCEK, le MELCCFP et l'ARK ainsi que d'autres partenaires locaux afin de clarifier les objectifs spécifiques de la consultation et sa pertinence pour le Nunavik. Compte tenu de l'échéancier restrictif pour l'organisation d'une telle consultation, du manque de clarté en ce qui concerne les objectifs proposés par le MELCCFP et des consultations en cours sur les aires protégées au Nunavik, il a été décidé de reporter la consultation jusqu'à ce que des actions plus précises soient déterminées pour la région. Le CCEK a néanmoins transmis ses commentaires dans le cadre de la deuxième phase de consultation dans lesquels il souligne la similarité entre les objectifs du Plan Nature et ceux d'autres stratégies gouvernementales, le manque de clarté des objectifs, ce qui pourrait nuire à la capacité d'évaluer adéquatement leur atteinte, et le manque de considération pour les particularités du Nunavik.

## D.5 – Autres faits saillants en 2023-2024

- Le CCEK a suivi le mécanisme de création de territoires de conservation nordiques que propose le MELCCFP.

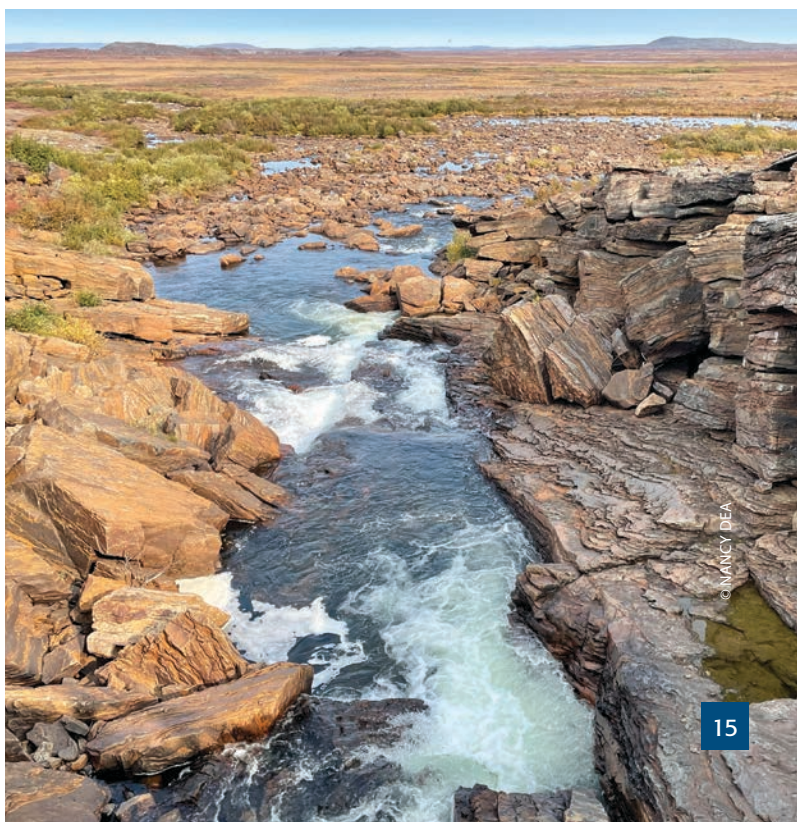
## E – Eau

### E.1 – Règlement sur le domaine hydrique de l'État

En juin 2023, le CCEK a communiqué avec le MELCCFP au sujet des modifications qu'il propose d'apporter au Règlement sur le domaine hydrique de l'État. Le CCEK a fait part de ses commentaires, lesquels soulignent le fait que le régime d'utilisation des terres au Nunavik est différent de celui du reste de la province et que les dispositions de la CBJNQ doivent être prises en compte dans l'application de ce règlement au Nunavik. Comme ce dossier relève du service chargé des droits d'occupation du MELCCFP et que ce dernier n'est peut-être pas familier avec les particularités du Nunavik, une autre rencontre est prévue pour clarifier ces questions.

### E.2 – Autres faits saillants en 2023-2024

- Le CCEK a suivi les problèmes de qualité de l'eau et leur incidence possible sur l'environnement ainsi que sur les sources et les systèmes d'eau potable des communautés.
- Le CCEK a assisté, lors de la 178<sup>e</sup> réunion, à une présentation de la Garde côtière canadienne (GCC) sur ses activités dans la région de l'Arctique.
- Le CCEK a transmis des commentaires sur la Stratégie de l'économie bleue du ministère des Pêches et des Océans (MPO).



## F – Changements climatiques

### F.1 – Interdiction future de la vente de véhicules à essence neufs au Québec et Stratégie québécoise sur la recharge de véhicules électriques

Le 19 janvier 2024, le MELCCFP a tenu une réunion virtuelle avec des représentants du Nunavik, incluant des représentants du CCEK, pour présenter les grandes lignes de la future réglementation interdisant la vente de véhicule à essence au Québec d'ici 2035 ainsi que la Stratégie québécoise sur la recharge de véhicules électriques 2023-2030.

Le 8 mars, le CCEK a transmis ses commentaires dans lesquels il signale que la dépendance du Nunavik aux produits pétroliers, conjuguée aux limites de l'infrastructure existante pour fournir l'énergie nécessaire à la recharge des véhicules, représente un défi important pour l'électrification des transports. Le CCEK souligne que la priorité devrait être de développer des projets d'énergies renouvelables dans les communautés. Dans sa lettre, le CCEK réitère des commentaires et des questions exprimés par les représentants régionaux lors de la réunion de janvier 2024, soit qu'une analyse du cycle de vie des voitures électriques soit effectuée pour le Nunavik, afin de s'assurer à l'avance que le remplacement des voitures à essence par des voitures électriques n'augmente pas les émissions globales de gaz à effet de serre de la région, et que les véhicules électriques soient inclus dans la liste des produits assujettis à la responsabilité élargie des producteurs. De plus, il suggère qu'un soutien financier soit offert aux Nunavimmiuts qui souhaitent acheter des véhicules électriques, que le personnel soit formé et que les garages municipaux soient équipés adéquatement pour effectuer les réparations. Enfin, le CCEK appuie la mesure énoncée dans la Stratégie visant à mettre en œuvre des projets pilotes de bornes rapides autonomes au Nunavik, à mieux comprendre les capacités énergétiques des infrastructures et à tenir compte des conditions climatiques difficiles de la région.

### F.2 – Autres faits saillants en 2023-2024

- Le CCEK a fourni au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le contexte de la structure de production d'énergie actuelle ainsi que des projets d'énergies renouvelables en cours et à venir au Nunavik pour la Consultation sur l'encadrement et le développement des énergies propres au Québec.
- Le CCEK a assisté à une présentation du Centre d'études nordiques (CEN) concernant ses initiatives de surveillance du climat au Nunavik lors de la 177<sup>e</sup> réunion.
- Le CCEK a assisté à une présentation du Service météorologique du Canada (SMC) sur le programme de prévisions et d'alertes de submersions côtières lors de la 178<sup>e</sup> réunion.

## G – Aménagement et occupation du territoire

Les responsabilités en matière d'aménagement du territoire au Nunavik sont divisées entre plusieurs intervenants et les questions relatives à la gouvernance peuvent porter à la confusion. Depuis 2020, le CCEK a formulé des commentaires sur près d'une douzaine de documents différents concernant l'aménagement et la gestion du territoire, dont la plupart proposent des orientations et des stratégies gouvernementales pour le développement durable ainsi que des initiatives cohérentes d'aménagement du territoire.



© ANDRÉ-ANNE GAGNON

### G.1 – Plan d'affectation du territoire public pour la région Nord-du-Québec, volet Kativik

En janvier 2024, le CCEK a transmis au MRNF des commentaires sur le Plan d'affectation du territoire public pour la région Nord-du-Québec, volet Kativik. Dans sa lettre, le CCEK a insisté sur la nécessité de reconnaître adéquatement l'expertise et les réalisations des administrations locales en matière d'aménagement du territoire et a demandé que d'autres explications soient fournies pour accroître la clarté et représenter les particularités du Nunavik.

### G.2 – Autres faits saillants en 2023-2024

- Le CCEK a examiné le plan de mise en œuvre de la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire 2023-2027 du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

## Conclusion

En 2023-2024, le CCEK a participé aux processus d'élaboration de plusieurs politiques, lois, règlements et projets fédéraux, provinciaux et régionaux susceptibles d'avoir des répercussions sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social applicable à la région. Cette participation a permis aux membres et au personnel du CCEK de mettre à profit leurs connaissances, leur expertise et leur expérience pour permettre au CCEK d'assumer pleinement son mandat d'intermédiaire officiel pour les questions touchant l'environnement et le milieu social du Nunavik.

Le CCEK a également continué de rencontrer des représentants des communautés et des gouvernements ainsi que de participer à des événements portant sur des questions environnementales et sociales qui touchent le Nunavik. Enfin, le CCEK a continué d'améliorer et de moderniser sa plateforme de partage de renseignements en mettant à jour son site Web et en s'efforçant de fournir à ses membres une plateforme en ligne leur permettant d'accéder à ses archives et à ses documents récents.

## Réunions

Réunion	Date et lieu	Présences	Invités/Observateurs	Présentations
176 <sup>e</sup>	30 et 31 mai 2023 Québec	ARK : 1 Québec : 3 Canada : 3	D. Gendron, MELCCFP M. Chaussé, MELCCFP J. Simone Hébert, SPN M. Blais, SPN M.-J. Lizotte, administratrice provinciale T. Hubbard, administrateur fédéral G. Bélanger, AEIC B. Shecanapish, NNK L. Richardson, Atmacinta inc. M. Williams, RCAANC P. Leblanc-Rochette, Société Makivvik	Projet de nettoyage des stations radars de la ligne Mid-Canada, MELCCFP <hr/> Plan d'action 2020-2023 et des orientations futures, SPN <hr/> Rencontre avec l'administratrice provinciale du chapitre 23 de la CBJNQ <hr/> Rencontre avec l'administrateur provincial du chapitre 23 de la CBJNQ
177 <sup>e</sup>	20 et 21 septembre 2023 Tasiujaq	ARK : 2 Québec : 3 Canada : 3	M. Gagnon, MELCCFP M. Ablain MELCCFP C. Barette, Université Laval M. Annahatak, Corporation foncière Arqivik T. Annanack, Village nordique de Tasiujaq B. Shecanapish, NNK L. Richardson, Atmacinta inc. C. Legal-Payne, Société Makivvik	Initiatives de surveillance du climat au Nunavik, CEN
178 <sup>e</sup>	12 et 13 décembre 2023 Montréal	ARK : 2 Québec : 2 Canada : 3	M. Leduc-Lapierre, CCEBJ M. Butle, CCEBJ M. Smart, CCCPP P. Labbé, MELCCFP R. Champagne-Côté, MELCCFP N. Girard, GCC B. Foster, GCC C. Masse, SMC R. Wagner, SMC B. Shecanapish, NNK C. Legal-Payne, Société Makivvik M. Larivière, Société Makivvik B. Péloquin, ECCC	Rencontre avec le CCEBJ <hr/> Rencontre avec le CCCPP <hr/> Activités dans la région de l'Arctique, GCC <hr/> Programme de prévisions et d'alertes de submersions côtières, SMC <hr/> Rencontre avec la CRMNER <hr/> Aires protégées d'initiative autochtone, MELCCFP
179 <sup>e</sup>	26 au 28 février 2024 Kuujuaq	ARK : 1 Québec : 2 Canada : 3	B. Shecanapish, NNK L. Richardson, Atmacinta inc. C. Legal-Payne, Société Makivvik J. Bergeron, MELCCFP K. Brown, AEIC T. Joe, AEIC K. Carman, AEIC P. May, Société Makivvik M. Quan, Société Makivvik L. Breault, MRNF A.A. Déry, MRNF T. Faguy-Bernier, MRNF S. St-Georges, MRNF F. Dupuis, MRNF H. Labbé, MRNF	Décision de la Cour suprême du Canada concernant la Loi sur l'évaluation d'impact, AEIC <hr/> Réflexion sur l'avenir de la forêt, MRNF

## Composition du CCEK

### Membres nommés par l'ARK

Michael Barrett (de 1980 à 1990 et de 1999 à présent) : ancien directeur associé, Service des ressources renouvelables, de l'environnement, du territoire et des parcs, ARK

Raymond Mickpegak (depuis 2022) : président, NEAS inc.

Minnie Grey (depuis 2023) : ancienne directrice générale de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik



© NANCY DEA

### Membres nommées par le gouvernement du Québec

Paule Halley (depuis 1999) : professeure de droit, Université Laval

André-Anne Gagnon (depuis 2021) : chargée de projet, Direction principale des parcs nationaux, MELCCFP

Jasmin Bergeron (depuis 2024) : coordonnateur-chef d'équipe des projets miniers, Direction générale adjointe de l'évaluation environnementale des projets industriels, miniers, énergétiques et nordiques, MELCCFP

Vanessa Chalifour (2020 à 2023) : coordonnatrice/chef d'équipe Projets nordiques, Direction générale adjointe de l'évaluation environnementale des projets industriels, miniers, énergétiques et nordiques, MELCCFP

### Membres nommés par le gouvernement du Canada

Marie-Noëlle Fournier (depuis 2022) : coordonnatrice de l'équipe chargée des liaisons autochtones, Programme de protection du poisson et de son habitat, MPO

Marc-Antoine Giroux (depuis 2023) : gestionnaire de l'analyse, des relations régionales et des affaires autochtones, Environnement et Changement climatique Canada (ECCC)

Pierre-Yves Gagnon (depuis 2023) : coordonnateur de la mise en œuvre des traités modernes, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC)

Alexandre-Guy Côté (2016 à 2023) : conseiller en affaires autochtones, Direction générale régionale : Atlantique et Québec, ECCC

Caroline Girard (2020 à 2023) : gestionnaire, équipe de mise en œuvre pour la région du Québec, RCAANC

### Secrétariat

Benjamin Patenaude (depuis 2013) : secrétaire exécutif

Nancy Dea (depuis 2005) : analyste en environnement

Christine Lambert (depuis 2022) : analyste de la législation environnementale

## Budget de fonctionnement

Le CCEK est financé à parts égales par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada. En vertu de l'Entente administrative entre le MELCCFP et le CCEK concernant le maintien et le fonctionnement du secrétariat du CCEK signée en 2005, c'est le MELCCFP qui achemine au CCEK, chaque année en avril, la subvention annuelle qui inclut les montants fournis par les gouvernements provincial et fédéral.

Veillez noter que les états financiers du CCEK pour 2023-2024 apparaîtront dans la version trilingue du rapport annuel.



# Table of Contents

<b>List of Abbreviations</b> .....	22
<b>Message from the Office of the Chair</b> .....	23
<b>Territory Covered by the Environmental and Social Protection Regime</b> <b>(Section 23 of the <i>James Bay and Northern Québec Agreement</i>)</b> .....	24
<b>Introduction</b> .....	25
<b>Environmental and Social Protection Regime</b> .....	25
<b>Achievements under the 2020–2025 Action Plan</b> .....	26
<b>Summary of Activities in 2023–2024</b> .....	30
A – Impact Assessment in Nunavik.....	30
A.1 – Consideration for Social Impacts.....	30
A.2 – Provincial Legislation.....	30
MELCCFP Draft Omnibus Regulation.....	30
Environment Quality Act.....	30
A.3 – Federal Legislation.....	31
Impact Assessment Act.....	31
A.4 – Other 2023-2024 Highlights:.....	31
B – Waste Management.....	31
B.1 – Federal Contaminated Sites Action Plan.....	31
B.2 – Other 2023-2024 Highlights:.....	32
C – Mining and Mineral Exploration Activities.....	32
C.1 – Harmonious Development of Mining Activities and Proposals for Revising the Mining Regime and the Framework for Mining Activities, MRNF.....	32
C.2 – Regulation to amend the Regulation respecting Mineral Substances Other than Petroleum, Natural Gas and Brine.....	33
C.3 – Other 2023-2024 Highlights.....	33
D – Conservation and Biodiversity.....	33
D.1 – Changes to the Act respecting Threatened or Vulnerable Species, the Natural Heritage Conservation Act, and the Act respecting the Conservation and Development of Wildlife.....	33
D.2 – Indigenous-Initiated Protected Areas.....	34
D.3 – Consultation of Indigenous Communities on the Reflection on the Future of the Forest.....	34
D.4 – Plan Nature.....	34
D.5 – Other 2023-2024 Highlights.....	34
E – Water.....	35
E.1 – Regulation respecting the Water Property in the Domain of the State.....	35
E.2 – Other 2023-2024 Highlights.....	35
F – Climate Change.....	36
F.1 – Future Prohibition on the Sale of New Gasoline-Powered Motor Vehicles in Québec and Québec’s Electric Vehicle Charging Strategy.....	36
F.2 – Other 2023-2024 Highlights.....	36
G – Land Use Planning and Occupancy.....	37
G.1 – Kativik Component of the Public Land Use Plan for the Nord-du-Québec Region.....	37
G.2 – Other 2023-2024 Highlights.....	37
<b>Conclusion</b> .....	37
<b>Secretariat</b> .....	38
Meetings.....	38
KEAC Composition.....	39
Operating Budget.....	39

## List of Abbreviations

<b>CCG</b> .....	Canadian Coast Guard
<b>CEN</b> .....	Centre d'études nordiques (northern studies)
<b>CIRNAC</b> .....	Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada
<b>DFO</b> .....	Department of Fisheries and Oceans
<b>ECCC</b> .....	Environment and Climate Change Canada
<b>HFTCC</b> .....	Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee
<b>IAAC</b> .....	Impact Assessment Agency of Canada
<b>JBACE</b> .....	James Bay Advisory Committee on the Environment
<b>JBNQA</b> .....	<i>James Bay and Northern Québec Agreement</i>
<b>KEAC</b> .....	Kativik Environmental Advisory Committee
<b>KRG</b> .....	Kativik Regional Government
<b>MELCCFP</b> .....	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (environment, the fight against climate change, wildlife and parks)
<b>MRNF</b> .....	Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (natural resources and forests)
<b>MSC</b> .....	Meteorological Service of Canada
<b>NEQA</b> .....	<i>Northeastern Québec Agreement</i>
<b>NILCA</b> .....	Nunavik Inuit Land Claims Agreement
<b>NMRIRB</b> .....	Nunavik Marine Region Impact Review Board
<b>NNK</b> .....	Naskapi Nation of Kawawachikamach
<b>SIFÉE</b> .....	Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (international francophone secretariat for environmental assessment)
<b>SPN</b> .....	Société Plan Nord

## Message from the Office of the Chair

The members and I are pleased to present the 2023–2024 annual report of the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC). This year, the KEAC continued to hold in-person meetings which included the 177<sup>th</sup> meeting in Tasiujaq and the 179<sup>th</sup> meeting in Kuujjuaq. At these two meetings, we met with community and Nunavik representatives. The two other in-person meetings this year were held in southern Québec. The KEAC was also pleased to welcome at these meetings observers from both the Naskapi Nation of Kawawachikamach and the Makivvik Corporation.

At its 176<sup>th</sup> meeting, the KEAC met with Marie-Josée Lizotte, the provincial administrator of Section 23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA) and Terry Hubbard, the federal administrator of Section 23 of the JBNQA.

Highlights of the past year included participating in the organization and hosting of an impact assessment harmonization seminar in Montreal in November 2023. The seminar gathered many stakeholders involved with impact assessment in Nunavik to review the four environmental assessment processes applicable in Nunavik, to build relationships and networks, and to discuss why and how to better harmonize project assessments. Another highlight was the publication of the study commissioned by the KEAC on how social impact assessment is carried out under the processes. Related documentation is now available on our website.

Other KEAC files in 2023–2024 included conservation and biodiversity protection initiatives, revisions to mining legislation, land use management in the Kativik Region, and the eventual deployment of a public charging network for electric vehicles.

I would like to take this opportunity to thank KEAC members and staff for their dedication, hard work and collaboration in helping to fulfil the committee's mandate. In particular, I would like to thank two departing members: Vanessa Chalifour for her many years of commitment to the KEAC as a provincially appointed member and Caroline Girard for her work with the KEAC as a federally appointed member. I would like to welcome Minnie Grey who was appointed this year by the Kativik Regional Government, Pierre-Yves Gagnon who was appointed by the Government of Canada, and Jasmin Bergeron who was appointed by the Government of Québec. On a final note, I would like to recognize the excellent work of our staff: our executive secretary, environmental analyst and environmental legislation analyst.

This annual report describes the main achievements of the KEAC in 2023–2024. Further information on KEAC activities and publications are available on the KEAC website at [www.keac-ccek.ca](http://www.keac-ccek.ca).

## Territory Covered by the Environmental and Social Protection Regime (Section 23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement*)



## Introduction

The Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) has the mandate to study and oversee the administration and management of the environmental and social protection regime established under Section 23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA). The KEAC is also the preferential and official forum for the governments of Canada and Québec, the Kativik Regional Government (KRG), and the northern villages regarding policy and legislation related to the environmental and social protection regime for the territory covered under the JBNQA north of the 55<sup>th</sup> parallel. One of the key roles of the KEAC is to oversee the environmental and social impact assessment and review procedures applicable in Nunavik and, as required, to make recommendations on how to improve their application. Finally, the KEAC ensures that laws, policies, and regulations applicable in the region are compatible with the provisions of Section 23 of the JBNQA.

Another element of the KEAC's mandate is to advise responsible governments on matters related to legislation, regulations and other measures that affect the environmental and social protection regime established under Section 23 of the JBNQA. At the regional level, the KEAC fosters a clear understanding of applicable environmental and social impact assessment and review procedures among the region's residents and organizations, as well as encouraging their participation in related consultations. In addition, as a member of a working group formed in 2020, the KEAC continues to analyze the application of the federal *Impact Assessment Act* and its harmonization with other assessment regimes in Nunavik. Information about the work related to this important file is now available in the News section of the KEAC website.

The *2020–2025 Action Plan* sets KEAC commitments in response to environmental and social protection issues in Nunavik in accordance with the JBNQA. Through the Action Plan, the KEAC takes action on issues of importance, such as sustainable development, safeguarding biodiversity, climate change and the quality of life of Nunavik residents. A list of achievements for the 2023-2024 fiscal year are presented in this report. The complete version of the 2020–2025 Action Plan may be consulted on the KEAC website.

Finally, the KEAC would like to take this opportunity to highlight the importance of its collaboration with the provincial and federal administrators of Section 23 of the JBNQA. Annual dialogues serve to promote the KEAC's mandate and activities, as well as to present the issues, interests and concerns of the region it serves. The KEAC would also like to underline its collaboration with the KRG on many important files related to the protection of Nunavik's environment. Also in 2023-2024, the KEAC met with representatives from the community of Tasiujaq to share perspectives on various environmental concerns and received an informative tour of the Nunavik Research Centre in Kuujjuaq.

### Environmental and Social Protection Regime

The environmental and social protection regime for Nunavik is established under Section 23 of the JBNQA and the *Environment Quality Act* and includes:

- Environmental and social laws and regulations and land use regulations which may from time to time be adopted or amended to frame and limit the negative impact of development in or affecting the region upon the Inuit, Naskapi and Cree and their wildlife resources in the region;
- Environmental and social impact assessment and review procedures established to minimize the negative environmental and social impact of development on the Inuit, Naskapi and Cree and the wildlife resources of the region;
- A special status and involvement for the Inuit, Naskapi and Cree and the other inhabitants of the region over and above that provided for in procedures involving the general public through consultation or representative mechanisms wherever such is necessary to protect or give effect to the rights and guarantees in favour of the Inuit, Naskapi and Cree established by and in accordance with the JBNQA;
- The protection of the rights and guarantees of the Inuit, Naskapi and Cree established by and in accordance with Section 24 of the JBNQA;
- The protection of the Inuit, Naskapi and Cree, their economies and the wildlife resources upon which they depend;
- The right to develop in the region;
- The protection of the rights and guarantees of the Naskapi Nation of Kawawachikamach (NNK) defined in the hunting, fishing and trapping regime under paragraph 15.2.1 of the *Northeastern Québec Agreement* (NEQA).

# Achievements under the 2020–2025 Action Plan

During the 2023-2024 fiscal year, the KEAC continued to meet, and in some cases, exceed the objectives set out in the 2020–2025 Action Plan. An overview of KEAC achievements is presented in the following table.

<b>ORIENTATION 1</b> <i>The KEAC is committed to following up on environmental and social issues specifically in relation to environmental assessments, mining development, climate change, and residual and hazardous materials management in Nunavik. While not being bound to it, the KEAC advocates a comprehensive, preventive, and proactive approach.</i>		
Objectives	Actions	Achievements, 2023-2024
1) Foster transparency and improvements to the environmental and social assessment procedures applicable in Nunavik, i.e. the procedures regarding environmental and social impacts under Section 23 of the JBNQA, the procedure under the <i>Impact Assessment Act</i> , and the procedure under the NILCA.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote and support the enhanced participation of Inuit and Naskapi in environmental and social assessment procedures, in particular, those under Section 23 of the JBNQA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Following a presentation at the 179<sup>th</sup> meeting regarding the recent Supreme Court of Canada decision which determined parts of the <i>Impact Assessment Act</i> to be unconstitutional, reflected on methods to achieve this action and other deliverables related to the federal statute.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Study the overlapping environmental and social assessment procedures applicable in Nunavik and identify solutions to mitigate the negative impacts on residents, project proponents and responsible organizations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Raised the issue of overlapping environmental and social assessment procedures with the provincial and federal administrators of Section 23 of the JBNQA at their annual meetings.</li> <li>Co-hosted a seminar focused on harmonization of impact assessment processes.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continue to study how social impacts are taken into consideration under the environmental and social assessment procedures applicable in the region and present the findings to the provincial and federal administrators of Section 23 of the JBNQA as well as to review bodies and regional organizations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Commissioned by the KEAC, the 2023 SIFÉE report contains recommendations for responsible authorities to promote adequate consideration of social issues under the environmental and social assessment procedures applicable in Nunavik.</li> <li>Finalized the full report, summary and presentation and transmitted copies to appropriate stakeholders. Also made available online.</li> </ul>

Objectives	Actions	Achievements, 2023-2024
<p>2) Monitor compliance with the rights of Inuit and Naskapi as well as sustainable environmental and social protection during the review and implementation of development projects in the region.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Remain informed of monitoring and follow-up activities of authorized projects and projects having a significant environmental and social impact, to make recommendations, if applicable.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provided feedback on an MELCCFP draft omnibus regulation and amendments proposed to the <i>Environment Quality Act</i>.</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposed monitoring measures through feedback on MRNF proposed amendments to mining legislation.</li> </ul>
<p>3) Provide support to local and regional authorities regarding residual and hazardous materials management.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support and promote the implementation of projects contained in the <i>Nunavik Residual Materials Management Plan</i>. Continue to collaborate with regional, provincial, and federal authorities to improve funding resources and technical support for the implementation of the <i>Nunavik Residual Materials Management Plan</i>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participated in meetings of the Nunavik Residual Materials Management Working Group and other appropriate committees.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ensure effective interventions with responsible authorities to enhance compliance with laws and regulations concerning the management of residual and hazardous materials.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monitored amendments to and implementation of the modernized deposit-refund and selective collection systems in Nunavik.</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Reviewed the Strategy for the Reduction and Responsible Management of Plastics in Québec, 2024–2029.</li> <li>Participated actively in engagement sessions related to the Federal Contaminated Sites Action Plan.</li> </ul>

**ORIENTATION 2**

*The KEAC considers the regimes established under the JBNQA in a broad and inclusive manner, and therefore addresses with vigilance topics of concern to local populations, including land use planning and land occupancy; parks and protected areas; drinking water; wastewater treatment; and environmental awareness.*

Objectives	Actions	Achievements, 2023-2024
<p>4) Focus attention on and enhanced consideration of the main issues likely to affect quality of life in Nunavik, in and outside the communities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identify environmental and social issues in the region and improve the dissemination of information regarding these issues among the appropriate authorities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Met with municipal and landholding corporation representatives during the 177<sup>th</sup> meeting held in Tasiujaq.</li> <li>Representatives of the Makivvik Corporation and NNK attended KEAC meetings as observers on a regular basis.</li> <li>Provided feedback on various proposed amendments to mining legislation.</li> <li>Provided feedback on conservation-related legislation.</li> <li>Monitored water quality issues and services in Nunavik communities.</li> <li>Received several presentations regarding climate change monitoring issues in Nunavik.</li> <li>Submitted feedback on the Kativik component of the Public Land Use Plan for the Nord-du-Québec region.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Highlight local environmental actions as well as encourage public and private organizations and residents to take interest in environmental quality issues in Nunavik by disseminating information on the environment and call attention to community-based projects.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Published Green Corner articles in <i>Tarralik</i> regarding the 2022–2023 metal recycling project in Kangirsuk (issue 132) and the Innavik hydroelectric project (issue 133).</li> </ul>

**ORIENTATION 3**

*To fulfil its mandate, the KEAC prioritizes collaboration with various external partners to strengthen its network of contacts, enhance its visibility and increase its influence.*

Objectives	Actions	Achievements, 2023-2024
5) Identify and consolidate means to improve knowledge about the KEAC and its mandate among northerners as well as among local, regional and government authorities.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Foster KEAC participation at events relating to environmental and social issues in Nunavik.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Delivered presentations on the KEAC and its mandate at regional meetings and during community visits.</li><li>– Attended the forum on the Strategy for the Reduction and Responsible Management of Plastics in Québec.</li><li>– Participated again this year at regional events, such as the Nunvik Mining Workshop.</li><li>– Attended several online information sessions or consultations hosted by both provincial- and federal-government departments.</li></ul>
6) Foster discussions with external partners to ensure the KEAC is consulted in a timely manner in the context of its mandate.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Improve the identification of partners on priority issues to develop relevant professional relations and enhance the KEAC network.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Met with representatives of the JBACE, the HFTCC and the NMRIRB at the 178<sup>th</sup> meeting.</li></ul>

The above-mentioned achievements in addition to other noteworthy undertakings by the KEAC in 2023-2024 are presented in greater detail in the following section.



# Summary of Activities in 2023-2024

## A – Impact Assessment in Nunavik

### A.1 – Consideration for Social Impacts

In 2017, the KEAC launched a study of the social impact assessment practices applied to development projects subject to any of the four environmental assessment processes applicable in Nunavik. The goal was to produce a comparative review of the scope of these practices under the different processes, to identify their strengths and weaknesses, and to prepare recommendations for the authorities responsible for their application and implementation. To this end, the KEAC commissioned the Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (international francophone secretariat for environmental assessment, SIFÉE) to study how social impact assessments are carried out under the four processes applicable in Nunavik. In 2023, the study's results were made available on the KEAC website in three different formats: the full-length report, a summary report in English, French and Inuktitut, as well as a trilingual presentation. It is important to note that the results, recommendations and analyses presented reflect the views of the report's author and not necessarily the views or recommendations of the KEAC. The KEAC is now working with both the provincial and federal governments to update these recommendations in accordance with regulations in force in 2024 and to better reflect Nunavik's distinct characteristics.

### A.2 – Provincial Legislation

#### MELCCFP Draft Omnibus Regulation

In April 2023, the KEAC took part in the review of the second draft omnibus regulation prepared by the Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (environment, the fight against climate change, wildlife and parks, MELCCFP). The purpose of the omnibus regulation was to amend 24 different regulations. Most of these regulations, however, do not apply to the territory covered by Section 23 of the JBNQA. Furthermore, certain changes were only meant to ensure a degree of coherence between the regulations. The KEAC provided feedback on the omnibus regulation in April 2023 and the finalized regulations were published on June 21, 2023.

#### Environment Quality Act

In February 2023, the KEAC contacted the MELCCFP to request the amendment of section 118.5.0.1 of the *Environment Quality Act* so as to ensure that all documentation relating to environmental assessment in Nunavik could be published in the environmental assessment public registry operated by the MELCCFP, as is done for projects carried out in southern Québec. The KEAC has held this position since the 2018 consultation on amendments to the Act.

In February 2024, the KEAC was contacted by the MELCCFP concerning upcoming draft omnibus legislation that would in particular include amendments to several sections of the *Environment Quality Act*. Among the proposed amendments, the MELCCFP intends to modify section 118.5.0.1 in accordance with the KEAC recommendation. Other amendments, however, address procedures applicable in southern Québec. The KEAC will continue its work with local partners in the upcoming year to determine how these improvements could also be implemented in Nunavik.



## A.3 – Federal Legislation

### *Impact Assessment Act*

In 2020, representatives of the KEAC, the Makivvik Corporation and the NNN formed a working group to analyze the *Impact Assessment Act* and its effects on Nunavik. This also provided an opportunity to address the issue of overlapping environmental and social impact assessment processes applicable in Nunavik.

There have been different attempts to streamline impact assessment processes for Inuit and First Nations communities. The working group developed a two-year action plan (2023–2025) to draw lessons from the past and contribute to harmonization. One action plan objective was to organize an impact assessment harmonization seminar to raise awareness of the impact assessment framework and processes in Nunavik, to establish lines of communication between decision-makers and review boards, and to kick start development of mechanisms to harmonize impact assessment processes.

This seminar was held on November 8 and 9, 2023, in Montreal and brought together review boards, administrators, permitting agencies and regional representatives including KEAC analysts.



© CHRISTINE LAMBERT

## A.4 – Other 2023-2024 Highlights:

- Meetings at its 178<sup>th</sup> meeting with representatives of the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE), the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC) and the Nunavik Marine Region Impact Review Board (NMRIRB).
- Discussion with the MELCCFP at the 177<sup>th</sup> meeting concerning the provincial authorization process and the mechanisms for modifying certificates of authorization.
- The KEAC was also consulted on clean energy regulations and the proposed regulatory framework for reducing landfill methane emissions, but did not provide any feedback.

## B – Waste Management

### B.1 – Federal Contaminated Sites Action Plan

After attending the Indigenous engagement session on the Federal Contaminated Sites Action Plan in March 2023, the KEAC submitted feedback in May 2023. The feedback emphasized the importance of effective communication with communities concerned about contaminated sites on local and nearby federal lands. The feedback also underlined training, capacity building and economic opportunities generated during remediation phases. The KEAC provided information on three sites of particular concern for Nunavik communities (Akaptok Island, Killiniq and within the community of Kuujjuaq) and emphasized that their remediation was necessary and a priority.

On January 31, 2024, the KEAC participated in an Indigenous knowledge and science focus group meeting for the Federal Contaminated Sites Action Plan in Winnipeg. The purpose of the meeting was to assist the federal government to determine how best to incorporate Indigenous knowledge and science into the 2025–2030 phase of the action plan. A letter with KEAC feedback was sent on February 16, 2024. The letter pointed out that knowledge holders can and should participate fully in assessment, remediation, risk management and long-term monitoring components under the plan when concerned by the sites ( i.e. by prioritizing the sites to be remediated, providing input into remediation planning, participating in long-term monitoring, etc.) and according to available resources and management capacity.

## B.2 – Other 2023-2024 Highlights:

- Reviewed the Strategy for the Reduction and Responsible Management of Plastics in Québec, 2024–2029 and attended an information session on the topic.
- Monitored the modifications and application of modernized deposit-refund and selective collection systems in Nunavik.
- Monitored the progress of the Mid-Canada Radar Line clean-up project.
- Requested an update from the MELCCFP on the nine recommendations regarding the status and management of final waste on treaty lands in Québec as set out in the 2022 report by the Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (environmental public hearings).
- Attended a webinar on the circular economy in northern territories hosted by Englobe on May 23, 2023.

## C – Mining and Mineral Exploration Activities

### C.1 – Harmonious Development of Mining Activities and Proposals for Revising the Mining Regime and the Framework for Mining Activities, MRNF

On April 14, 2023, the KEAC attended a virtual meeting organized by the Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (natural resources and forests, MRNF) to discuss harmonious development of mining activities. Participants from 40 First Nations and Inuit communities were also in attendance. In its feedback provided on May 26, 2023, the KEAC underlined the short timeline permitted for participant feedback, enhanced transparency, clear allocation of responsibilities, participation, and benefits for Nunavik communities taking into account both local and sustainable development objectives. Furthermore, the KEAC recognize the need for integrated land use planning in Nunavik, training and capacity building for community members, recognition of cultural values within partnerships, enhanced consultation strategies, economic sustainability, as well as the promotion of local procurement, monitoring and land protection and resource development agreement implementation.

On November 2, 2023, the KEAC also attended a virtual meeting organized by the MRNF for Indigenous organizations and communities covered under the JBNQA and the NEQA. The purpose of the meeting was to present proposals for revising the provincial mining regime and the framework for mining activity in Québec. In its feedback, the KEAC



underlined the limitation of nuisance activities, access to information, the identification of additional impact-causing activities, the storage and treatment of residual and hazardous materials on claim sites, environmental monitoring, and the enforcement powers of regional bodies. The use of strategic environmental assessments and consideration of cumulative impacts in the review process were also recommended.

## C.2 – Regulation to amend the Regulation respecting Mineral Substances Other than Petroleum, Natural Gas and Brine

On September 6, 2023, the Québec government announced the draft Regulation to amend the *Regulation respecting Mineral Substances Other than Petroleum, Natural Gas and Brine*, which stems from Bill 102 adopted in April 2022 amending in particular the *Mining Act*. Its objective was to improve the social acceptability of mineral exploration activities by modifying the authorization process to include mineral exploration projects that might cause environmental impacts.

After reviewing the regulation, the KEAC and the KRG co-authored a letter in October 2023 to provide feedback. The two organizations recommended the addition of several potential impact-causing activities and suggested the inclusion of access road and trail construction, the building, renovation and remediation of camps on claims and drilling sites, airstrips, infrastructure development in sensitive areas, and the storage of hazardous waste, specifically hydrocarbons, at exploration camps, airstrips and work sites.

The *Regulation to amend the Regulation respecting Mineral Substances Other than Petroleum, Natural Gas and Brine*, now titled the *Mining Regulation*, was published in the *Gazette officielle du Québec* on February 7, 2024. None of the activities recommended by the KEAC and the KRG appeared in the final list. The KEAC has asked the MRNF to discuss these activities and future legislative amendments at the 180<sup>th</sup> meeting of the KEAC.



© NANCY DEEA

## C.3 – Other 2023-2024 Highlights

- Monitored the impact assessment process for the Strange Lake rare earth mining project.
- Met with the MELCCFP regarding the request to add exploitation of the Delta deposit to the certificate of authorization for the Nunavik Nickel mining project by Canadian Royalties Inc.

## D – Conservation and Biodiversity

### D.1 – Changes to the Act respecting Threatened or Vulnerable Species, the Natural Heritage Conservation Act, and the Act respecting the Conservation and Development of Wildlife

In October 2023, the KEAC provided feedback on proposed amendments to the *Act respecting Threatened or Vulnerable Species*, the *Natural Heritage Conservation Act*, and the *Act respecting the Conservation and Development of Wildlife*. With regards to the *Act respecting Threatened or Vulnerable Species*, the KEAC was in favour of including activities likely to pose a risk to threatened or vulnerable species, as well as identifying areas of occupancy in the plan. The KEAC recommended that ministerial authorization power be limited to the authorization of specific activities required for public safety and emergencies, and not for the authorization of economic development activities that could result in the destruction of sensitive species and their habitats. The KEAC also stated that adequate consultation processes should be planned.

With regards to the *Natural Heritage Conservation Act*, the KEAC expressed support for the amendments aimed at identifying the specific activities prohibited under the plan and suggested that these activities be identified in relation

to the type of natural environment under protection. The KEAC also recommended that ministerial authorizations should focus on ensuring that environments are preserved in their natural state, rather than allowing for mitigation through conservation or restoration measures of other similar environments.



© ANDRÉ-ANNE GAGNON

## D.2 – Indigenous-Initiated Protected Areas

In November 2023, the KEAC wrote to the MELCCFP concerning its preliminary observations on Indigenous-initiated protected areas. The KEAC underlined that the Makivvik Corporation, the KRG and the NNK have always been directly involved in protected area creation initiatives in Nunavik and must continue to be involved in any discussions concerning development of Indigenous-initiated protected areas in the region. The KEAC also referred to problems with current communication strategies concerning protected area creation, which have arisen as a result of the many different programs currently underway. On December 13, 2023, at its 178<sup>th</sup> meeting held in Montreal, the KEAC received a presentation by the MELCCFP on Indigenous-initiated protected areas.

## D.3 – Consultation of Indigenous Communities on the Reflection on the Future of the Forest

At its 179<sup>th</sup> meeting, the KEAC received a presentation by the MRNF on Québec’s reflection on the future of the forest. The feedback currently being prepared by the KEAC under the Indigenous component of the consultation highlights the traditional and industrial activities occurring in Nunavik’s forested areas and the need to safeguard the most fragile areas and areas of particular significance. KEAC recommendations include the need for the MRNF and SOPFEU to hold discussions with local authorities to determine which forest fire protection measures in northern zones are appropriate; to develop a specific management plan for the forests north of the 55<sup>th</sup> parallel in accordance with the principle of conservation and the environmental protection provisions of Section 23 of the JBNQA; to integrate the concept of community forests into the *Sustainable Forest Development Act* in order to promote forest management that is responsive to the needs of communities and not industries, and to enable access to such forests from all northern villages situated in the forest tundra bioclimatic domain.

## D.4 – Plan Nature

In December 2022, the Québec government announced that Plan Nature 2030 would be elaborated to give concrete expression to Québec’s contribution to the 4 goals and 23 targets stemming from the global framework on biodiversity, adopted in 2022 at the United Nations Biodiversity Conference (COP15).

In October 2023, the KEAC was contacted by the MELCCFP to organize a public consultation regarding preliminary goals. Subsequently, a series of discussions were held between the KEAC, the MELCCFP, the KRG and other local partners to clarify the specific goals of the consultation and its relevance for Nunavik. Given the tight timeline for organizing the consultation, the ambiguity of the MELCCFP’s proposed objectives and the other protected area consultations already underway in Nunavik, it was decided to postpone the consultation until more specific actions could be identified for the region. Notwithstanding, the KEAC provided feedback through the second phase of the consultation, noting the similarity between the objectives under the Plan Nature and the objectives under the government’s other strategies, the lack of clarity of the objectives and its impact on the capacity to properly assess achievement, as well as the lack of consideration given to the distinct characteristics of Nunavik.

## D.5 – Other 2023-2024 Highlights

- Monitored the mechanism for creating northern conservation areas proposed by the MELCCFP.

## E – Water

### E.1 – Regulation respecting the Water Property in the Domain of the State

In June 2023, the KEAC was contacted by the MELCCFP concerning proposed amendments to the *Regulation respecting the Water Property in the Domain of the State*. In response, the KEAC provided feedback emphasizing that the land use regime in Nunavik is different than in the rest of the province and that the provisions of the JBNQA must be taken into account when applying the regulation in Nunavik. As this file is piloted by the occupancy rights service of the MELCCFP and those involved may not be familiar with the distinct characteristics of Nunavik, a future meeting is planned to provide clarifications.

### E.2 – Other 2023-2024 Highlights

- Monitored water quality issues and related impacts on the environment and on community drinking water sources and systems.
- Received at its 178<sup>th</sup> meeting a presentation by the Canadian Coast Guard (CCG) on the CCG's Arctic region activities.
- Provided feedback on the Blue Economy Strategy of the Department of Fisheries and Oceans (DFO).



## F – Climate Change

### F.1 – Future Prohibition on the Sale of New Gasoline-Powered Motor Vehicles in Québec and Québec’s Electric Vehicle Charging Strategy

On January 19, 2024, the MELCCFP held a virtual meeting with Nunavik representatives, including the KEAC, to outline future regulation prohibiting the sale of gasoline-powered motor vehicles in Québec by 2035, as well as to present the 2023–2030 Québec Electric Vehicle Charging Strategy.

On March 8, the KEAC transmitted feedback on the presentation. It noted that Nunavik’s dependence on petroleum products and limited existing energy supply infrastructure for charging vehicles represent a significant challenge to the electrification of transportation. The KEAC emphasized that the development of renewable energy projects in the communities should be a priority. In its letter, it reiterated the feedback provided by regional representatives at the January 2024 meeting, namely that a lifecycle analysis of electric cars should be carried out for Nunavik with the aim of ensuring that the replacement of gasoline vehicles with electric vehicles will not increase the region’s overall greenhouse gas emissions, and that electric vehicles should be covered by extended producer responsibility. It also proposed that financial incentives be made available to Nunavimmiut wishing to purchase electric vehicles and that training and equipment be provided to ensure electric vehicle maintenance and service capacity in the region’s communities. Finally, the KEAC expressed support for the measures identified in the Strategy to implement pilot projects for stand-alone fast charging stations in Nunavik and to develop better understanding of energy infrastructure capacity and harsh regional climatic conditions.

### F.2 – Other 2023-2024 Highlights

- Provided background information to the Ministère de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie (the economy, innovation and energy) on the region’s existing energy production structure as well as ongoing and upcoming renewable energy projects for the consultation on the framework and development of clean energy in Québec.
- Received a presentation at its 177<sup>th</sup> meeting on the climate monitoring initiatives in Nunavik of the Centre d’études nordiques (northern studies, CEN).
- Received a presentation at its 178<sup>th</sup> meeting on the coastal flooding prediction and alerting program operated by the Meteorological Service of Canada (MSC).

## G – Land Use Planning and Occupancy

Land use planning responsibilities in Nunavik are divided between many stakeholders and governance questions can be confusing. Since 2020, the KEAC has provided feedback on nearly a dozen different documents about land use planning and management, most of which propose government orientations and strategies for sustainable development as well as coherent land use planning initiatives.



© ANDRÉ-ANNE GAGNON

### G.1 – Kativik Component of the Public Land Use Plan for the Nord-du-Québec Region

In January 2024, the KEAC provided the MRNF with feedback on the Kativik component of the Public Land Use Plan for the Nord-du-Québec region. In its letter, the KEAC emphasized the need to properly recognize the land use planning expertise and accomplishments of local governments and requested that further explanations be provided to enhance clarity and represent the distinct characteristics of Nunavik.

### G.2 – Other 2023-2024 Highlights

- Reviewed the 2023–2027 implementation plan for the national architecture and land use planning policy of the Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (municipal affairs and housing).

## Conclusion

In 2023-2024, the KEAC contributed to the development of federal, provincial, and regional policies, acts, regulations as well as projects likely to affect the environmental and social protection regime applicable in the region. These files provided an opportunity for the KEAC’s members and staff to apply their knowledge, expertise, and experience and for the Committee to fulfil its mandate as the official forum for issues affecting the environmental and social protection regime in Nunavik.

The KEAC also continued to meet with community and government representatives and participate in events relating to environmental and social issues affecting Nunavik. Finally, the Committee continued to improve and modernize its information sharing platform by updating its website and working towards providing an online platform for its members to access both its archives and recent documents.

## Meetings

Meeting	Date and location	Attendance	Guests/Observers	Presentations
176 <sup>th</sup>	May 30-31, 2023 Quebec City	KRG: 1 Québec: 3 Canada: 3	D. Gendron, MELCCFP M. Chaussé, MELCCFP J. Simone Hébert, SPN M. Blais, SPN M.J. Lizotte, Provincial Administrator T. Hubbard, Federal Administrator G. Bélanger, IAAC B. Shecanapish, NNK L. Richardson, Atmacinta Inc. M. Williams, CIRNAC P. Leblanc-Rochette, Makivvik	Mid-Canada Radar Line clean-up project, MELCCFP Northern Action Plan 2020–2023 and future orientations, SPN Meeting with the provincial administrator of Section 23 of the JBNQA Meeting with the federal administrator of Section 23 of the JBNQA
177 <sup>th</sup>	September 20-21, 2023 Tasiujaq	KRG: 2 Québec: 3 Canada: 3	M. Gagnon, MELCCFP M. Ablain MELCCFP C. Barette, Université Laval M. Annahatak, Arqivik LHC T. Annanack, Northern Village of Tasiujaq B. Shecanapish, NNK L. Richardson, Atmacinta Inc. C. Legal-Payne, Makivvik	Climate monitoring initiatives in Nunavik, CEN
178 <sup>th</sup>	December 12-13, 2023 Montréal	KRG: 2 Québec: 2 Canada: 3	M. Leduc-Lapierre, JBACE M. Butle, JBACE M. Smart, HFTCC P. Labbé, MELCCFP R. Champagne-Côté, MELCCFP N. Girard, CCG B. Foster, CCG C. Masse, MSC R. Wagner, MSC B. Shecanapish, NNK C. Legal-Payne, Makivvik M. Larivière, Makivvik B. Péloquin, ECCC	Meeting with the JBACE Meeting with the HFTCC Arctic region activities, CCG Coastal flooding prediction and alerting program, MSC Meeting with the NMRIRB Indigenous-initiated protected areas, MELCCFP
179 <sup>th</sup>	February 26-28, 2024 Kuujuaq	KRG: 1 Québec: 2 Canada: 3	B. Shecanapish, NNK L. Richardson, Atmacinta Inc. C. Legal-Payne, Makivvik J. Bergeron, MELCCFP K. Brown, IAAC T. Joe, IAAC K. Carman, IAAC P. May, Makivvik M. Quan, Makivvik L. Breault, MRNF A.A. Déry, MRNF T. Faguy-Bernier, MRNF S. St-Georges, MRNF F. Dupuis, MRNF H. Labbé, MRNF	Supreme Court of Canada decision on the Impact Assessment Act, IAAC Reflection on the future of the forest, MRNF

## KEAC Composition

### Members appointed by the KRG

Michael Barrett (appointed 1980–1990 and 1999–present): former Associate Director, Renewable Resources, Environment, Lands and Parks Department, KRG

Raymond Mickpegak (appointed in 2022): Chairman, NEAS Inc.

Minnie Grey (appointed in 2023): former Executive Director, Nunavik Regional Board of Health and Social Services



© NANCY DEA

### Members appointed by the Québec Government

Paule Halley (appointed in 1999): Professor of Law, Université Laval

André-Anne Gagnon (appointed in 2021): Project Manager, National Parks Department, MELCCFP

Jasmin Bergeron (appointed in 2024): Mining Projects Coordinator/Team Leader, Environmental Assessment Branch for Industrial and Mining Projects, MELCCFP

Vanessa Chalifour (2020–2023): Northern Projects Coordinator/Team Leader, Environmental Assessment Branch for Industrial, Mining, Energy and Northern Projects, MELCCFP

### Members appointed by the Government of Canada

Marie-Noëlle Fournier (appointed in 2022): Aboriginal Liaison Coordinator, Fish and Fish Habitat Protection Program, DFO

Marc-Antoine Giroux (appointed in 2023): Manager of Analysis, Regional Relations and Aboriginal Affairs, Environment and Climate Change Canada (ECCC)

Pierre-Yves Gagnon (appointed in 2023): Implementation Coordinator for Modern Treaties, Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada (CIRNAC)

Alexandre-Guy Côté (2016–2023): Indigenous Affairs Advisor, Atlantic and Québec Regions Branch, ECCC

Caroline Girard (2020–2023): Manager, Québec Implementation Team, CIRNAC

### Secretariat

Benjamin Patenaude (since 2013): Executive Secretary

Nancy Dea (since 2005): Environmental Analyst

Christine Lambert (since 2022): Environmental Legislation Analyst

## Operating Budget

The KEAC is subsidized equally by the governments of Québec and Canada. Under the agreement concerning the maintenance and operation of the KEAC secretariat, signed by the MELCCFP and the KEAC in 2005, it is the MELCCFP who transmits the annual subsidy, which includes the amounts provided by the provincial and federal governments, to the KEAC in April every year.

Please note that the KEAC financial statement for 2023-2024 will be available in the trilingual version of the annual report.

